



**Syndicat National de la DGFIP**

**FORCE OUVRIERE**

**Section de l'Aveyron**

[fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr)

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Villefranche de Rouergue, le 19 novembre 2020

### **Compte-rendu CTL du 19 novembre 2020**

Après lecture des déclarations liminaires des 3 organisations syndicales départementales siégeant en Comité Technique Local, FO et la CGT sont les deux organisations syndicales à être restées pour la réunion.

**Pourquoi FO-DGFIP 12 est resté ?** Tout d'abord parce que vous nous avez élu pour vous représenter dans cette instance et pour porter votre voix. Rester permet de vous transmettre de l'information et vous rendre compte de ce qui est dit. Et même si nous n'avions pas envie de débattre une nouvelle fois sur les restructurations de 2021 que nous refusons et dont nous demandons l'arrêt depuis des mois, nous avons encore des choses à dénoncer sur ce qui se met en place : anticipations de suppressions d'emplois en 2021 dans le cadre du NRP par la Direction de l'Aveyron, imposition du télétravail aux agents, création du centre de contact à Decazeville, etc.

Dans notre déclaration liminaire, nous dénonçons le calendrier et la reprise des restructurations en toute hâte cet été malgré la crise sanitaire. Vous l'avez constaté dans vos services, rien n'est prêt et tout est bâclé. Les chefs de services, en plus de la charge habituelle, doivent gérer la crise sanitaire, le télétravail et les restructurations... La Directrice s'est défendue en expliquant que la réforme était poursuivie du fait de la volonté ministérielle et gouvernementale et que la DDFIP ne faisait que l'appliquer. **A croire que les hauts fonctionnaires n'ont pas de liberté d'expression ou s'autocensurent, quitte à oublier le sort des agents.** A ce sujet, la directrice a expliqué qu'elle était préoccupée par le stress des agents et a sorti de son chapeau la solution miracle : les agents peuvent contacter les services RH !

FO-DGFIP a rappelé que le timing était loin d'être bon. **On ne tient pas compte de l'avis des agents qui doivent bien souvent eux-mêmes être à l'origine des réunions de préparation** ; la réforme sur le papier c'est une chose, envisager la pratique sur le terrain, c'est mieux... Il est inacceptable que sur des sujets tels que la renumérotation des budgets et des collectivités, le national nous parle de « confort ». C'est indécent pour les agents qui travaillent au quotidien. Le directeur du pôle Gestion Publique en a convenu, a fait remonter, mais n'a aucune réponse pour le moment... Idem pour la question des prélèvements, le problème a été identifié mais il n'y a pas de réponse. De nombreux points remontent du terrain mais n'ont, à ce jour, pas de solution. Un autre exemple avec la BALF des quitus fiscaux qui devait être mise en place au 01/09/2020. Le directeur du pôle Fiscal se veut rassurant en annonçant qu'au 31/12 elle sera en place. Mais pourquoi tous ces retards ? La crise sanitaire ? Ah bon ???

A propos de la formation des managers qui devait se tenir en novembre (voir le détail de son contenu sur la déclaration liminaire), la Directrice a dit ne pas avoir connaissance de ce livret des managers. C'est étonnant, la Direction Générale l'a décliné à ses cadres le 18 septembre dernier et il est accessible en ligne... C'est une manière simple d'éviter de répondre à nos questions embarrassantes, et c'est bien évidemment ce qui a été fait !

Quant aux Pages Jaunes qui n'affichent pas les bons horaires d'ouvertures des CFP depuis une dizaine d'années maintenant, nous avons eu une nouvelle explication. Il y a quelques années, la direction nous expliquait que c'était payant et que ce n'était pas un site de l'État. Maintenant la direction en convient, c'est un problème, mais « c'est compliqué » ! Alors si ça c'est compliqué, nous n'osons même pas imaginer la mise en place du NRP...

Le direction est revenue sur l'audio-conférence du 17 novembre 2020 tenue avec les agents concernés par les restructurations, une conférence particulièrement pénible à cause d'un son très mauvais. Elle a rappelé que pour les antennes, il n'y aurait pas de demandes de mutations à faire par les agents. Pour les autres restructurations, les agents doivent faire, d'ici le 1<sup>er</sup> décembre 2020, une fiche de souhaits. Noël approche...

1/ Approbation du PV du CTL précédent. Vote pour.

2/ Présentation des indicateurs de transparence SIE (pour information).

C'est bien évidemment une mise en place nationale, mais comment ne pas s'interroger sur le développement d'indicateurs dans des services qui vont fermer ? FO-DGFIP a dénoncé ces statistiques car ce ne sont pas des indicateurs de qualité mais de performance et de rapidité de traitement. Comme à Météo France, nos indicateurs mesureront le « réel » et le « perçu »... **Collègues stakhanovistes, pensez à cliquer le plus vite possible !**

3/ Relocalisation d'un service DGFIP à Decazeville (pour information).

**Un centre de contact pour les professionnels (SIE) va être installé dans les locaux occupés encore à cette heure par le SIP de Decazeville.** 30 emplois figureront au mouvement de 2022 et dépendront directement de la DDFIP de l'Aveyron. Les RH ont rappelé que ce sont des appels à candidatures nationaux avec des règles de priorité particulières. Il pourra y avoir un recrutement au choix également (comme pour l'EDR). Il n'y a pas de contractuels prévus (pour le moment).

Tout comme nos camarades de la CGT, nous avons de gros doutes sur l'attractivité de ce centre de contact que ce soit au niveau métier ou plus encore au niveau géographique (cette RAN de Decazeville avait été supprimée par manque d'attractivité). Fixer une population sur le bassin serait très profitable pour ce territoire mais dans les faits cela interroge grandement. On a beau nous expliquer que les élus locaux souhaitent accompagner l'installation des nouveaux arrivants, c'est loin d'être une promesse d'attractivité pour un espace en crise depuis des années. **La directrice n'exclue même pas que les 30 emplois ne soient pas pourvus la première année.** Pas de quoi rassurer les collègues du département en SIE...

4/ Le Nouveau Réseau de Proximité opérations au 1<sup>er</sup> janvier 2021 (pour avis).

Restructurations au 1<sup>er</sup> janvier 2021 :

- Transfert de l'activité SIE de Villefranche au SIE de Rodez avec création de l'antenne SIE à Villefranche

- Fermeture du SIP de Decazeville et transfert de l'activité au SIP de Villefranche. Et maintien d'un accueil de proximité SIP à Decazeville (dans les locaux de la trésorerie).
- Transfert de l'activité impôt des trésoreries de Rieupeyroux et Montbazens au SIP de Villefranche ; idem pour l'activité impôt de la trésorerie de Marcillac vers le SIP de Rodez.
- Création du SGC (Service de Gestion Comptable) de Villefranche.
- Création de 2 emplois de CDL (Conseillers aux Décideurs Locaux).
- Transfert de l'activité SPL de Maleville vers le SGC de Villefranche.
- Transfert de la gestion hospitalière du CH de Decazeville et Villefranche à la Trésorerie Hôpital de Rodez.

Restructurations au 1<sup>er</sup> septembre 2021 :

- Création du SGC de Decazeville et fermeture des trésoreries de Montbazens-Rignac et Marcillac-Vallon.
- Création de 3 CDL.

La directrice, face à notre opposition de cette réforme, nous a expliqué que la société changeait et qu'il fallait s'adapter. Pour elle, les élus ont également des difficultés à s'adapter. **La société change ou oblige-t-on la société à changer ?** C'est l'éternelle question de l'œuf ou de la poule...

**Notre opposition à ces restructurations est intacte et ne changera pas.** Et elle n'est pas prête de changer puisque nous avons dénoncé les suppressions de postes qui sont déjà préparées par notre direction :

- suppression d'1 poste de B à la trésorerie de Marcillac (départ retraite).
- suppression de 2C et 1B au SGC de Decazeville (puisque 1B et 1C travailleront pour le SIP de Villefranche bien que compris dans les effectifs du SGC).
- suppression d'1 poste de B au SIP de Villefranche de Rouergue.

La trésorerie de Montbazens va passer de 7 agents présents aujourd'hui à 4 agents demain. C'est inacceptable. **Le NRP est donc bien l'occasion de préparer la casse des services et d'en profiter pour supprimer des emplois.**

Vote unanime CONTRE le NRP.

## 5/ Questions diverses.

FO-DGFIP a interrogé la directrice sur la situation actuelle concernant le télétravail dans notre département et les incompréhensions qui remontent des services dans lesquels de nombreux agents se voient contraints à du télétravail. **FO-DGFIP dénonce l'imposition du télétravail aux agents contraints et forcés pour répondre à la dictature de la statistique.**

Cette dénonciation n'a pas été appréciée. **La directrice a indiqué qu'il n'y a pas d'obligation.** Les ordinateurs sont distribués en cas de PCA (Plan de Continuité d'Activité) aux agents qui pourraient alors travailler depuis leur domicile. Elle distingue donc les agents conventionnés pour le télétravail et ceux équipés pour le PCA. Il n'est donc pour elle ni imposé ni obligatoire. Mais la directrice a rappelé que si le télétravail ne répond pas, selon elle, à un besoin de chiffres, il correspond à la crise sanitaire. Le gouvernement demande à ce que les agents soient en télétravail. La direction insiste auprès des chefs de service pour développer le télétravail partiel. Pour la directrice, sa demande aux chefs de services s'explique du fait que la DDFIP de l'Aveyron n'en fait pas assez contre la propagation du COVID.

**FO-DGFIP rappelle donc à tous les agents équipés d'un ordinateur pour le PCA qu'il n'y a pas d'obligation d'accepter de télétravail. Libre à eux et selon leur conscience d'agir.** FO-DGFIP n'est pas contre la modernité mais dénonce toute pression exercée sur les agents et maintient que ces méthodes répondent à une dictature du chiffre. On ne peut que comprendre que des agents soient réticents quand ils travaillent dans un bureau individuel, ne mangent pas dans un espace de restauration collectif et ne prennent pas les transports en commun. L'Aveyron n'est pas bon élève en pourcentage de télétravailleurs et devrait rejoindre le peloton... Et pourtant le discours politique que l'on pourrait soutenir (ouverture des services publics face à la crise sanitaire) est en totale opposition avec une présence réduite à peau de chagrin par le télétravail pour faire face aux nombreuses réceptions et appels téléphoniques.

**FO-DGFIP ne souhaite pas que la DDFIP profite de la crise sanitaire pour généraliser le télétravail en Aveyron en contraignant maintenant pour faire accepter ensuite. FO-DGFIP a rappelé à la direction que jusqu'à présent on ne nous présentait que les effets positifs du télétravail.** Or depuis le premier confinement, des études amènent d'autres signaux d'alertes quant au télétravail :

- risque d'isolement social
- déséquilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, brouillage des frontières
- stress lié aux objectifs
- démotivation due à la monotonie
- manque de contacts humains
- mauvaise gestion du temps
- surcharge mentale
- distractions venant de la famille ou risques de conflits familiaux
- risque de trop travailler
- crainte d'être oublié par l'entreprise
- perte de l'esprit d'équipe
- ...

Les RH ont enfin indiqué, puisqu'il n'y a plus de CAPL, que pour les listes d'aptitude, l'Aveyron avait comme potentialité 1 C en B et 1 B en A. Une orgie de promotions...

**Le meilleur du dialogue social était pour la fin...** Il était 16h59 quand la direction a unilatéralement décidé d'arrêter la réunion au motif impérieux suivant : le forfait d'audio-conférence est limité à 3h... Quel dommage, nous avons peut-être encore des ques...ti...  
O.....

**Merci l'abonnement à « SFR business » de la DDFIP de l'Aveyron, un puissant allié du dialogue social.**



Les représentants FODGFIP-12.